



EDITORIAL

LA DGFIP EN ETAT D'URGENCE SANITAIRE

41 : ce sont les suppressions d'emplois nettes pour la DDFIP de Seine-Saint-Denis en 2021. A cela s'additionnent les fermetures de services prévues par le Nouveau Réseau de Proximité pour cette année et les délocalisations de parties entières des services de pleine compétence : fermetures de la trésorerie de Drancy Impôts, fermeture des SIE et PCE de Noisy-Le-Sec, fermeture du SIE du Raincy, disparition de la trésorerie de Livry Gargan municipale et pour couronner le tout l'annonce surprise de la fermeture du SIP de Noisy-Le-Sec.

Les SIE perdent dans la foulée les quittus fiscaux, centralisés sur le SIE de Saint-Denis avant leur départ programmé au sein d'un service national à Denain. Et on peut multiplier les exemples de ce type : création d'un pôle national pour les CSP à distance, mises en place de SAPF pour absorber les missions des SPF etc etc.

La Direction Générale cherche à absorber les missions des services de pleine compétence pour remettre en cause les services déconcentrés et faciliter les suppressions d'emplois et les fusions de structures. Et le service public dans tout ça ? Ce sera un service public à distance, dématérialisé, qui vise à exclure les populations les plus fragilisées. Pour faciliter la remise en cause du réseau de la DGFIP, le gouvernement attaque frontalement les statuts depuis plus d'un an en s'appuyant sur la Loi Dussopt : disparition des Commissions Administratives Paritaires (mutations, tableaux d'avancements etc), embauche de contractuels sur les emplois réservés aux fonctionnaires, possibilité de détacher les fonctionnaires dans les entreprises privées qui se goinfrent sur les décombres du service public.

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques 93 a décidé de maintenir son activité déconfinée. Nous avons organisé partout où nous le pouvions des heures syndicales, des pétitions décidées avec les agents pour exiger le retrait des projets de restructuration, nous avons informé largement des conséquences de l'embauche de contractuels sur des emplois de fonctionnaires. Les agents ne sont pas dupes de ces réformes, ce n'est que la continuité de ce qu'ont voulu mettre en place les gouvernements successifs pour remettre en cause le service public et économiser sur notre dos.

Même si à l'heure actuelle, la question de la grève n'a pas pu être posée, ça bouge dans les services : au service comptabilité de la DDFIP 93, tous les agents ont décidé de monter en groupe pour interpellier le Directeur Départemental sur la question du manque d'effectifs et la future caisse du Berlioz, au SIP de Saint-Denis les contrôleurs se sont réunis pour protester sur l'organisation du travail et les plannings de congés avant d'aller présenter leurs revendications à leur hiérarchie, à la Direction des Affaires Juridiques, où les agents ont pu obtenir des ordinateurs pour toutes les personnes vulnérables malgré le blocage de leur hiérarchie, au Carré Plaza où les agents se réunissent depuis des mois contre les projets de fusion des SPF et la remise en cause des méthodes travail...

L'exaspération monte dans les services et les agents avec leurs syndicats commencent à prendre en main le combat pour la satisfaction de leurs revendications. Avec le syndicat CGT, nous continuerons à informer, à réunir afin de permettre l'expression collective de la volonté des agents pour défendre notre avenir, qui est aussi l'avenir du service public.